PROGRAMME

37e CONGRÈS FNCCR

NICE ACROPOLIS

1er - 3 OCTOBRE 2019

NOUVEAUX ENJEUX DE SOLIDARITÉS SOCIALE ET TERRITORIALE

Quelles réponses des services publics ?

FNCCR

SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES E-COMMUNICATIONS

SOMMAIRE

03 → ÉDITO
04 → SÉANCES PLÉNIÈRES
06 → TABLES RONDES THÉMATIQUES
12 → ATELIERS
20 → VISITES TECHNIQUES & TOURISTIQUES
23 → RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

NOUVEAUX ENJEUX DE SOLIDARITÉS SOCIALE ET TERRITORIALE

QUELLES RÉPONSES DES SERVICES PUBLICS ?

XAVIER PINTAT, Président de la FNCCR

Qu'ils soient conçus à partir d'un schéma national ou organisés à l'échelle locale, les services publics sont aujourd'hui confrontés à de fortes évolutions, qu'il s'agisse de la numérisation, d'une carte territoriale en pleine redéfinition et, plus encore, d'une individualisation croissante des demandes et des besoins. Ces évolutions, qui se nourrissent mutuellement, remettent en cause des modèles longtemps considérés comme pérennes et invitent à concevoir des services publics à la fois plus proches des citoyens, plus réactifs, pour répondre aux besoins évolutifs d'usagers devenus des consommateurs de services publics, exigeant la qualité au moindre coût mais aussi un ancrage dans le tissu local, davantage de transparence, de nouvelles modalités de construction des décisions.

Pour les élus, l'enjeu est désormais d'apprécier et de mettre en œuvre le bon - et savant - équilibre entre cette gestion d'un service public dont l'excellence se prouve chaque jour, et les grands équilibres nationaux, comme la péréquation ou la protection de l'environnement, voire internationaux, avec l'adaptation au changement climatique. Dans un contexte de dépenses publiques contraignant, l'efficacité des investissements (numérisation, renouvellement des infrastructures, protection de la ressource en eau, développement des énergies renouvelables…) reste centrale. Elle conduit à s'interroger quant aux nouveaux modèles à mettre en œuvre, qu'il s'agisse de financement des prestations (répartition entre contribuable et usager, part fixe et part indexée…), de partenariats avec les entreprises privées ou encore de la diminution ou de l'extension des périmètres d'intervention.

La question du rôle des services publics s'est posée de manière accrue avec le mouvement des "gilets jaunes". Financement, acceptabilité sociale, répartition des charges et des contraintes, organisation et pilotage… : cette demande n'est pas nouvelle mais accroît le besoin d'une gestion démocratique des services publics au sens large : enjeux nationaux, gestion locale, participation citoyenne.

Transition écologique, énergétique et numérique, valorisation des déchets, gestion équilibrée et durable du cycle de l'eau… : de nouveaux modèles sont à concevoir, au plus près des besoins. Ce 37e congrès de la FNCCR sera l'occasion de confronter les approches des élus, responsables de ces services publics essentiels, et de partager les valeurs d'équité, d'efficacité et de responsabilité qui les fondent, dans la perspective des prochains mandats municipaux mais aussi dans le cadre des engagements français de protection de l'environnement.

Tous ces sujets seront abordés lors de ce congrès, composant un programme particulièrement riche et innovant. Je suis très heureux de vous accueillir à Nice et vous souhaite un excellent congrès 2019.

MARDI 1er OCTOBRE 2019

9h30 - 10h30

Séance d'ouverture

11h - 12h15 / Séance plénière 1

Intervention du président d'EDF

14h - 15h30 / Séance plénière 2

Construire la cité connectée avec les citoyens

La cité connectée suppose une numérisation des usages du domaine public avec pour principal utilisateur le public lui-même : protection, mobilités, énergie, communication, culture… Par-delà l'analyse des besoins des usagers, les réponses qui peuvent y être apportées, les technologies nouvelles au plus près des attentes, la question demeure de possibles intrusions dans les intimités individuelles. Ce qui suppose sans doute d'élaborer pas à pas le cadre des "smart territoires", de manière intuitive et participative avec les citoyens.

V. Paquis (Nice métropole), J. Cottenye (ARCEP), P. Vanstoflegatte (Bouygues Energies & Services), M. Daumas (Smart Building Alliance), O. Biancarelli (Engie)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019

9h - 11h / Séance plénière 3

Intervention du président de la CRE
Intervention du directeur général de GRDF
Intervention du président d'Enedis

14h15 - 15h45 / Séance plénière 4

Services publics locaux et "dialogue citoyen" : alibi démocratique ou nouveau mode de gouvernance ?

Un renforcement de la participation des citoyens-usagers à la vie de leur cité, et notamment à la gestion des services publics locaux (énergie, eau, transport, déchets…), est une demande forte exprimée par certaines composantes de la société civile depuis plusieurs années, avec un pic à l'occasion de récents mouvements sociaux. Or, si certains semblent convaincus des bienfaits de ce nouveau mode de gouvernance, d'autres dénoncent les méfaits d'une "illusion participative". Quid de l'application des processus de la "démocratie participative", et de ses effets, dans le cadre de la gestion des services publics locaux ? Il s'agira dans le cadre de cette séance plénière d'aborder la question des opportunités offertes par une association plus directe des citoyens-usagers, désormais consommateurs, des services publics locaux à la gestion de ces derniers (amélioration de l'efficience des services concernés, renforcement de la cohésion sociale, plus grande adaptation aux attentes et aux besoins…) mais également celle des risques induits par ces processus en cas d'instrumentalisation ou d'insincérité de la démarche.

E. Julien (président du directoire, SERGIES), B. Laget (président, SIEL - Territoire d'énergie 42), A. Le Coz (co-fondateur du collectif Démocratie ouverte), P. Nicolle (président, DébatLab)

16h - 17h / Séance plénière 5

Intelligence artificielle, disruption et services publics

L'intelligence artificielle et la disruption sont-elles une menace ou une opportunité pour les services publics ? Peuvent-elles "ubériser" les postes, les fonctions, mais aussi les missions des services publics ? Comment appréhender ce phénomène encore difficilement perceptible, l'intégrer dans sa stratégie et faire en sorte qu'il concoure à l'intérêt général ?

S. Mallard ; séance suivie de la signature de *"Disruption : Intelligence artificielle, fin du salariat, humanité augmentée"* par l'auteur

JEUDI 3 OCTOBRE 2019

11h30 - 12h45 / Séance plénière 6

L'archipel français - fractures françaises - gilets jaunes et République

En quelques décennies, écrit Jérôme Fourquet, directeur des études à l'IFOP, *"tout a changé. La France, à l'heure des gilets jaunes, n'a plus rien à voir avec cette nation soudée par l'attachement de tous aux valeurs d'une république une et indivisible." Détaillant la dynamique de cette métamorphose, il évoque un "archipel d'îles s'ignorant les unes les autres."*

J. Fourquet (IFOP) ; séance suivie d'une signature de *"L'Archipel français"* par l'auteur

14h15 - 15h45 / Séance plénière 7

Solidarités et interdépendances territoriales

Depuis plusieurs années, l'empilement des réformes territoriales se conjugue avec la multiplication des lois consacrées aux services publics en réseau, qui se traduisent par des transferts de compétences, des territoires au dessin parfois retravaillé et, pour les élus en charge de ces services, des difficultés croissantes, dans un contexte de diminution des ressources financières. Quels modèles se dessineront dans le futur projet de loi posant un nouvel acte de la décentralisation, entre objectifs de simplification et volonté d'ancrage renforcé au plus près des besoins des citoyens ?

Assemblée nationale, Association des maires de France, Régions de France, Ministère de l'Intérieur (DGCL), Agence nationale de la cohésion des territoires…

16h - 17h / Séance plénière 8

Clôture des travaux
Intervention d'un membre du gouvernement

TR TABLES RONDES

NUMÉRIQUE / SMART CITY
TRANSVERSAL
EAU
MOBILITÉ
ÉNERGIE
DÉCHETS
ÉCLAIRAGE PUBLIC

MARDI 1er OCTOBRE 2019 / 14H00-15H30

TR.1 → GEMAPI, eaux pluviales et ruissellement : appréhender les situations de blocage en matière d'urbanisme ?

Conjuguer au sein de la planification urbaine développement urbain et gestion du risque inondation, une gageure ? Un exercice aisé ? Quels ressentis pour les élus ?

N. Le Nouveau (Métropole Nice Côte d'Azur), Y. Oudard (SMEA - Réseau31), Y. Landot (Cabinet Landot & associés), M. Tatibouët (Communauté d'Agglomération cannes Pays de Lérins)

TR.2 → Réchauffement climatique : froid dans la ville et confort d'été, les outils des collectivités

Étendre des linges mouillés aux fenêtres pour rafraîchir lors des canicules, planter des arbres pour faciliter la rétention d'eau, mettre en place des stratégies nationales d'adaptation… Dans un contexte de réchauffement climatique et de densification de la population, le confort d'été devient primordial pour l'aménagement de la ville. Quelle urbanisation raisonnée peut permettre de lutter contre les îlots de chaleur ? Quelles actions mener dans les documents d'aménagement et d'urbanisme ? A quel niveau agir (citoyen, commune, intercommunalité…) ?

S. Coll (Métropole Aix Marseille), T. Clapier (EnvirobatBDM), Métropole de Nice), CEREMA

TR.3 → Vers de nouvelles stratégies de traitement des déchets ménagers

Les directives européennes de 2018, prochainement transposées en droit français, fixent des objectifs ambitieux en termes de réduction de l'enfouissement des déchets ménagers et de développement de leur valorisation. Ces objectifs sont repris dans les nouveaux plans régionaux déchets. Ils impactent les exutoires de traitement (fermeture de centres de stockage, mutualisation des équipements). Pour répondre à ces enjeux, différentes stratégies se mettent en place au sein des collectivités.

D. Boeglin (Présidente du SDEDDA), H. Robineau (Président de Trivalis), C. Fournes (Vice-Président du Siredom), M. le Stum (Directeur des projets du Siredon), M. Noël (PArme Avocats)

TR.4 → Enjeux du financement des services publics de l'eau et de l'assainissement et de leur tarification

Le "modèle économique" des services publics de l'eau et de l'assainissement qui repose pour l'essentiel sur une tarification au m³ consommé est aujourd'hui fragilisé par l'augmentation continue des charges (exigences patrimoniales et réglementaires croissantes) et une pression forte sur les produits (diminution des aides des agences de l'eau, difficultés de recouvrement des factures…). Alors que les assises de l'eau ont fixé un objectif ambitieux de baisse des consommations d'eau, il est nécessaire de repenser la tarification de l'eau permettant de concilier les objectifs environnementaux (tarification "incitative"), sociaux et d'équité (chèques-eau & tarification "sociale", aide à l'accès à l'eau) et de maintien de la capacité d'investissement.

J. Launay (animateur des assises de l'eau), M. Tsanga-Tabi (Sociologue), T. Vatin (MTES/DEB), A. Flajolet (AMF), F. Van Heems (FP2E-Veolia), F. Schmitt (AFOC), H. Paul (métropole de Nice)

TR.5 → Stratégies d'achat d'électricité et de gaz

ARENH, capacité, stockage, CEE, garanties d'origine… : les contrats de fourniture d'énergie intègrent de plus en plus d'éléments et imposent une complexité croissante pour les acheteurs. Lesquels doivent aussi jongler avec la variabilité des prix de marché, qui les conduit à réfléchir à des approches pour lisser au mieux les prix (achats fractionnés, PPA…). Cinq ans après l'extinction des TRV "pros", quelles stratégies d'achat se dessinent et quelles relations construire avec les fournisseurs ?

S. Oulie (Territoire d'énergie Gironde), O. De Miras (UniHA), F. Roubanovitch (CLEEE), S. Gomont (Alterna), A. Melchior (Hydroption - Electricité de Provence)

MARDI 1er OCTOBRE 2019 / 15H45-17H15

TR.6 → ELD : de la nécessité de se regrouper ?

Les ELD sont confrontées chaque jour davantage à de nouveaux défis en raison de contraintes politiques, législatives, techniques ou économiques de plus en plus prégnantes. Leur pérennité ne repose-t-elle pas en partie sur la nécessité de mutualiser leurs moyens humains, techniques et financiers ou encore de se regrouper juridiquement ?

P. Mouiller (Sénat), C. Gochard (GEG), G. De Block (CEDEC), S. Puech (SICAE du Carmausin Sud-Ouest énergie)

TR.7 → Eau et patrimoine : quel impact de la gestion de l'eau dans la construction d'une identité territoriale ? (France Eau Publique)

Facteur d'identité des territoires, la ressource en eau constitue un patrimoine à la fois naturel, historique, architectural, industriel, humain… Les services publics d'eau et d'assainissement sont des acteurs majeurs de la gestion et la transmission de ce patrimoine commun. Comment la gestion de l'eau participe-t-elle à la construction d'une identité territoriale ? Comment favoriser l'appropriation de ce patrimoine commun par les citoyens ? De quels outils les élus locaux disposent-ils pour préserver et valoriser ce patrimoine ?

A. Euzen (CNRS, Laboratoire LATTS), B. Romagny (IRD), Y. Rumpala (Laboratoire ERMES, Université Nice Sofia-Antipolis), B. Gestin (Eau de Paris), M. Di Donna (Régie du Canal Belletrud), Y. Nadesan (Collectivité Eau du Bassin Rennais)

TR.8 → SI et gouvernance de la donnée / partenariat villes Internet-Adullact

Tandis que les collectivités locales s'approprient la question des datas des services publics, elles sont confrontées aux difficultés de la maîtrise juridique de ces données, de leur mutualisation et de leur gouvernance. Quelles nouvelles étapes législatives dans la construction de ce patrimoine commun ? Quelle pourrait être la définition d'une souveraineté des données territoriales ?

P. Molinoz (GIP TN BFC), F. Trichet (Nantes métropole), F. Elie (Adullact), M. Vidal (Villes Internet), P. Sucevic (DINUM), A. Sagot-Duvauroux (GIP ATGERI)

TR.9 → Marché de l'énergie : peut (vraiment) mieux faire

Tels que fixés par l'Union européenne, les objectifs du marché intérieur de l'énergie sont limpides : un marché plus sûr et plus compétitif. Néanmoins, *"la promotion d'une concurrence saine"* se heurte à des difficultés nombreuses (factures d'énergie en hausse, fournisseurs alternatifs *"sous perfusion"*, selon l'Autorité de la concurrence, pratiques commerciales indélicates…), que la suppression des TRV du gaz naturel et la remise en cause récurrente des TRV de l'électricité pourraient accroître significativement.

M. Benayoun (directeur exécutif Groupe en charge du Pôle Clients, Services et Action Régionale EDF), F. Carlier (délégué général de la CLCV), J. Gaubert (médiateur national de l'énergie), N. Idir (présidente de l'Association nationale des opérateurs détaillants en énergie, ANODE), J. Martelli (directeur général, ekWateur)

TR.10 → Cartographie, PCRS, qui fait et qui paye quoi ?

La cartographie territoriale est un domaine d'activité incontournable pour les maîtres d'ouvrages des réseaux publics. Au-delà des enjeux de la mutualisation pour l'élaboration des PCRS, de nombreuses problématiques techniques apparaissent comme par exemple l'articulation du PCRS avec le géo standard.

G. Hourcabie (SIEEEN 58/FNCCR), C. Pécoult (MTES-DGPR), R. Rocher (FEMITRAS), JP. Moreau (Enedis), P. Nguyen-Trong (GRdF), SDE35

TR.11 → Transition(s) énergétique(s) et action publique : le rôle des Sciences humaines et sociales

La complexité de la mise en œuvre de la transition énergétique et, parfois, les résistances sociales qu'elle génère, conduisent à une implication croissante du monde universitaire et de la recherche dans l'action publique.

A. Corolleur (président de l'AARHSE), C. Bouneau (Université de Bordeaux), JP. Fouquet (Université de Tours), C. Carles (designer chercheur, Coordinateur de Paléo-Energétique), P. Gabillet (chargée de mission rénovation énergétique Métropole Grand Lyon), FM. Poupeau (chargé de recherches CNRS, directeur adjoint du LATTS), S. Thiriot (doctorante, Grenoble, Pacte), R. Viguié (agrégé d'histoire)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 9H00-10H30

TR.12 → La qualité de l'eau potable, tarifs, risques, santé, comment communiquer objectivement ?

La qualité de l'eau potable et l'exposition qu'elle représente pour la santé humaine font régulièrement "la une" des médias. Qu'en est-il réellement et quelle confiance accorder à ces messages ? Comment travailler avec ces médias afin de fournir au public un état plus réaliste de la situation ?

A. Chosson (CLCV), P. Fénichel (INSERM U), N. D'Almeida (CELSA- Université Paris Sorbonne), M. Andrieu-Semmel (ARS), B. Bulou (Eurométropole de Strasbourg)

TR.13 → Infrastructures, génie civil, fréquences

Les réseaux télécoms sont en pleine mutation technologique mais supposent toujours des supports de génie civil, qui restent globalement très liés aux différents domaines publics. Plus que jamais, les services publics doivent organiser la gestion des infrastructures d'accueils des réseaux télécoms. A qui appartiennent ces infrastructures ? La gestion doit-elle être locale, régionale, nationale ? Quelles redevances pour ces services publics ?

O. Fontanié (Enedis), P. Le Dantec (Orange), A. Domergue (ARCEP), R. Banquet (SYADEN), AM. Jean (CSNP), ANFR

TR.14 → Pourquoi et comment mutualiser la compétence éclairage public ? Les enjeux de la mutualisation

Les collectivités n'ont-elles pas intérêt à se regrouper afin de définir ensemble une stratégie commune en matière d'éclairage public, d'apporter de meilleurs services aux usagers et de diminuer les coûts de fonctionnement ?

J. Jacquenet (président du SICECO), A. Corolleur (Président du SDEF), JM. George (directeur RSE), J. Le Coguic (directeur général du SDE 24), D. Joly (responsable éclairage public de Nantes Métropole)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 11H00-12H30

TR.15 → Attentes des usagers et obligations réglementaires : où commence le service public de l'assainissement ?

Que ce soit en assainissement collectif ou non collectif, les objectifs attendus en termes de qualité sont de plus en plus contraints et l'impact financier peut être assez conséquent pour les usagers. La politique de l'assainissement doit évaluer au plus juste cette acceptabilité sociale tout en proposant un service efficient. Comment les usagers par leur participation, leurs attentes et leurs besoins peuvent orienter ou faire évoluer la politique publique de l'assainissement et son mode de financement ?

J. Pascal (Syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche), F. Bourguenolle (CA Beaune "Côte et Sud"), B. De Gouvello (LEESU - ENPC), C. Lime (président, régie des eaux du Grand Besançon), A. Chosson (CLCV)

TR.16 → Règlements et directives européennes : quelles perspectives pour les ressources en eau ?

A l'aube des réformes de la Directive Cadre sur l'Eau, de la Directive relative à l'eau potable et de la PAC, quelles sont les perspectives pour les ressources en eau à l'échelle européenne puis française ?

Ministère de la Transition écologique et solidaire, P. Bascou (directeur "Durabilité et aide au revenu" à la DG Agriculture de la Commission Européenne), M. Dufumier (agro-économiste et président de Commerce Equitable France), H. Brichart (1er vice-président de la FNSEA)

TR.17 → Lutte contre les fractures numériques

Le plan national d'accès au très haut débit est entré dans sa phase de réalisation. La commercialisation des réseaux FTTH semble elle aussi lancée chez les opérateurs. Cependant, les financements des zones les plus difficiles à couvrir ne sont pas encore bouclés dans tous les territoires. La loi "Pintat" a créé un fonds de financement dont l'activation de ce FANT est plus que jamais d'actualité. Quelle stratégie pour les collectivités dans ce cadre ?

D. Saint-Pé (Sénat), G. Quinquenel (Manche Numérique), P. Chaize (Sénat), L. Rojey (Agence du numérique), J. De Heere (Acome), T. Foppiani (Scopelec), R. Toper (Credo)

TR.18 → Éclairage public et objets connectés

Avec l'apparition des LED et de nouveaux systèmes de communication et d'information, l'éclairage public opère actuellement un virage technologique. Quels services l'éclairage public peut-il apporter aux collectivités et aux citoyens ?

A. de Germay (membre du bureau du SDE 18), N. Allegret (directeur marchés villes et territoires connectés ENGIE INEO), W. Kopelc (Adjoint au directeur du SDEC Energie), A. Guillaume (Business Development and Marketing Manager CITEOS), C. Milander (directeur grands comptes et grands projets de la société Lacroix)

TR.19 → Transition énergétique, réseaux et grandes AODE

Confortées par la loi relative à la transition énergétique de 2015, de nombreuses collectivités ont engagé des projets innovants pour intégrer l'accroissement de la production d'EnR

décentralisée. Et le rapprochement physique des sources de production et des lieux de consommation implique d'établir de nouveaux modèles, d'encourager une mutualisation optimale des ressources, tant techniques que financières, au périmètre de solidarité territoriale le plus pertinent.

G. Hourcabie (1er vice-président de la FNCCR, président du SIEEEN 58), C. Amalric (président du SMDE13), A. Teyssedou (président du Syndicat d'énergie du Cantal), Métropole Nice Côte d'Azur, B. Mouret (directeur régional Côte d'Azur, Enedis), CR. Lacan (PDG de Tilia)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 14H15 - 15H45

TR.20 → Efficacité et rénovation énergétiques des bâtiments : les collectivités en première ligne

La consommation totale du patrimoine des communes avoisine les 30TWh d'énergie finale, soit une dépense de près de 3 milliards d'euros, ce qui représente 47,6€ TTC par habitant. Par cette consommation, la dépendance à l'import d'énergies fossiles provenant de pays hors Europe et n'apportant pas de valeur économique locale s'accroît. Au sein de cette facture énergétique, les bâtiments publics représentent 76% de la dépense, suivis de l'éclairage public à 18%. Quelles actions mettre en place dans sa collectivité ?

R. Villet (vice-président, SYANE 74), JN. Loury (président, SDEY), A. Vignot (adjoint au Maire en charge de la Transition Energétique, Métropole Besançon), J. Gatier (directeur de la Mission Plan-bâtiment MTES-MCT, Plan Bâtiment Durable), M. Meynier-Millefert (députée de l'Isère), H. Briand (responsable du pôle efficacité énergétique des bâtiments, Banque des Territoires), P. Blanchet (membre de la Commission Efficacité Energétique & Bâtiments connectés, SERCE)

TR.21 → Comment lutter contre les nuisances urbaines par la biodiversité ?

La valorisation des effets bénéfiques de la biodiversité, dont les zones humides, est généralement portée et illustrée par le seul prisme du climat et/ou de l'environnement. Or, son intégration dans l'aménagement et l'architecture urbaine peut aussi se traduire par des services en lien avec les attentes du public au regard de leur besoin de bien "être", d'espaces de vie. Quels sont ces services ? Comment la biodiversité peut-elle trouver une place essentielle dans le développement ou le réaménagement urbain ?

F. Tuffnell (députée de Charente-Maritime), A. Vignot (maire adjointe de Besançon), G. Sainteny (GS Conseil), M. Bara (écologue)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 16H00 - 17H30

TR.22 → ACTEE, la mutualisation de l'efficacité énergétique des territoires

Porté par la FNCCR avec EDF en partenaire associé, le programme CEE ACTEE vise à renforcer les idées et actions locales d'efficacité énergétique développées par les collectivités, par la mise à disposition d'une bibliothèque de guides et documents-types (cahiers des charges, étude...) assortie d'appuis financiers (permettant des embauches et des réalisations d'études ainsi que des achats de logiciels).

O. David (DGEC), G. Guyon (EDF), F. Rosenstein (Ademe), FNCCR, Lauréats de l'AMI pilote

JEUDI 3 OCTOBRE 2019 / 9H00 - 10H30

TR.23 → Smart grids : autoconsommation collective, boucle locale de l'énergie ou communautés énergétiques citoyennes : quels périmètres pour les nouveaux systèmes énergétiques ?

Sortis du cadre expérimental, les smart grids se déploient à divers Niveaux, du micro-grid rural au smart grid métropolitain, voire à à la maille départementale. L'intégration de projets d'autoconsommation collective démontre l'intérêt collectif de tels dispositifs. Avec la perspective du développement des boucles locales de l'énergie et des communautés énergétiques citoyennes, quel rôle joueront les réseaux publics de distribution d'électricité et quel sera le périmètre optimal des nouveaux systèmes énergétiques ?

C. de Lavergne (députée de la Drôme), D. Jamme (directeur général des services de la CRE), A. Lebœuf (président, Syndicat départemental d'énergie et d'équipement de la Vendée), J. Brohan (président de Morbihan énergies), R. Loyen (délégué général d'Enerplan,) M. Gratton (chef du département solutions pour la transition énergétique d'Enedis)

TR.24 → Quelle contribution des services d'assainissement à la transition écologique ?

Récupération de la chaleur des eaux usées, production de biogaz, réutilisation des eaux usées traitées, recours aux "solutions fondées sur la nature" pour les eaux pluviales... Au-delà de leur mission de salubrité publique et de dépollution, les services d'assainissement deviennent acteurs de la transition écologique. Quelles opportunités techniques se dessinent ? Un équilibre économique est-il envisageable dans un contexte de raréfaction des matières premières et des ressources en eau ?

N. Chantepie (AE Rhône Méditerranée Corse), F. Badat (Office de l'eau de La Réunion), J. Olivier (SIAAP), D. Colon (Filière Française de l'eau)

TR.25 → Les grands syndicats, une réponse adaptée aux enjeux des territoires

Acteurs historiques ou issus de nouvelles réorganisations territoriales, les grands syndicats d'eau et d'assainissement constituent un outil souple adapté aux défis auxquels sont confrontés les territoires, sur les plans démocratique, environnemental, ou du développement économique.

N. Juillet (SDDEA), D. Mametz (SIDEN-SIAN), F. Jehanno (Eau du Morbihan)

TR.26 → Souveraineté numérique et cybersécurité

La numérisation de la société conduit à l'adaptation de nos propres existences à un environnement nouveau. Qui concerne aussi la Nation, pour sa gestion de l'espace privé. Il devient impérieux de sécuriser l'intimité de chacun et de protéger celle des organisations. A travers l'action de l'ANSSI, l'État a pris conscience de ces enjeux. Les collectivités locales doivent-elles contribuer plus amplement aux investissements de sécurisation des services publics et privés ?

A. Le Henanff (Megalis), J. Cresson (Soluris), R. Rey (SIDEC Jura), P. Gacic (Annecy), G. Descharles (SIPPEREC)

JEUDI 3 OCTOBRE 2019 / 10H45 - 12H15

TR.27 → Mobilités propres : IRVE, GNV/bioGNV, H2 : où en sommes-nous ? Quelles sont les perspectives données par la loi LOM ? Comment les accompagner ?

Une fois la loi d'orientation des mobilités promulguée, les AODE pourront-elles accompagner une mobilité propre et durable ? Comment permettre plus aisément l'itinérance et poursuivre le travail dédié à l'interopérabilité dans l'intérêt de tous les utilisateurs conducteurs ?

JL. Dupont (président du SIEIL, Territoire d'énergie Indre-et-Loire), F. Vuibert (préfet honoraire), G. Bernard (président de l'AFIREV), P. Boucly (président de l'AFHYPAC), P. Yvroud (président du Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne), représentant de l'Association des Régions de France

A ATELIERS

NUMÉRIQUE / SMART CITY
TRANSVERSAL
EAU
MOBILITÉ
ÉNERGIE
DÉCHETS
ÉCLAIRAGE PUBLIC

MARDI 1er OCTOBRE 2019 / 14H00 - 14H45

B.1 → Le bioGNV, une démarche d'économie circulaire ?

Le bioGNV est produit localement à partir d'unités de méthanisation qui injectent leur production dans les réseaux de distribution et de transport de gaz pour être ensuite consommé comme carburant. Il contribue ainsi à rendre les territoires plus autonomes énergétiquement et à développer une démarche vertueuse d'économie circulaire. Mais alors que la filière GNV est développée dans d'autres pays, comme par exemple en Italie, où un million de véhicules roulent au GNV, le développement de ce carburant se heurte en France au manque de stations d'avitaillement.

J. Jeannin (directeur SICECO), T. Gay (GRDF)

B.2 → Le solaire thermique de grande taille

Quand on parle de l'énergie solaire, on a souvent le réflexe de penser au solaire photovoltaïque. Pourtant, le solaire thermique est une filière fortement structurée pour répondre aux demandes de projets de différentes tailles. Le solaire thermique de grande taille, en plein dynamisme depuis quelques années, porte la production de chaleur et d'eau chaude sanitaire à l'échelle de quartier via notamment des réseaux de chaleur, pour mettre en valeur les ressources locales du territoire, pouvant valoriser notamment du foncier difficilement mobilisable pour d'autres activités.

B. Khebchache (chef de service, ADEME)

MARDI 1er OCTOBRE 2019 / 15H00 - 15H45

B.3 → L'exercice de la défense extérieure contre l'incendie par un syndicat

La défense extérieure contre l'incendie visant à assurer l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours est une compétence des communes rattachée

aux pouvoirs de police du maire. Le SIDEN-SIAN exerce depuis 2015 cette compétence pour près de 450 communes. Comment le service est-il géré à cette échelle ? Quelles en sont les modalités de financement ?

P. Raoult (président du SIDEN-SIAN)

B.4 → Transition énergétique et planification au niveau régional : comment mobiliser efficacement les SRADDET et S3REnR ?

En tant que chef de file de la transition énergétique, et situé à une maille structurante du territoire, les Régions organisent le territoire pour mettre en action la transition énergétique. Lien efficace avec les intercommunalités via notamment les syndicats d'énergie, elles s'appuient aussi sur les SRADDET et les S3REnR pour mettre en action l'accueil des productions EnR. A travers deux témoignages, il s'agira d'appréhender l'utilisation de ces outils et le lien tissé entre acteurs du territoire.

S. Vogel (Direction de la Transition Energétique et des Territoires, Région Sud)

B.5 → Catalogues des services FTTH particuliers et entreprises

Les évolutions des catalogues des services FTTH dans les réseaux publics et dans les zones déployées par les opérateurs, quelle régulation ? Quelles obligations ?

G. Goudy (NA THD), A. Guillotin (CM'IN), G. Billet (PV NUM)

B.6 → La SPL Modulo, réponse aux zones "blanches" de la mobilité électrique

La SPL Modulo aide les collectivités qui le souhaitent à combler les *"zones blanches"* (mais aussi les zones d'activités des entreprises), en déployant des infrastructures de recharge pour tout véhicule utilisant une énergie durable (électricité, gaz, hydrogène et/ou hybride), en assurant leur maintenance et leur exploitation, ainsi que leur interopérabilité.

SPL Modulo

MARDI 1er OCTOBRE 2019 / 16H00 - 16H45

B.7 → Schémas directeurs pour les services déchets 2025-2030

Accompagner le *"jeter moins, trier plus"* mobilise tous les échelons du service de gestion des déchets des usagers : quels flux collecter ? A quelles fréquences ? Porte à porte ou apport volontaire ? Mise en place d'un financement incitatif ? Comment construire ce nouveau service en lien avec les usagers ?

E. Morbo (directeur de la collecte et traitement des déchet) et R. De Souza (responsable planification), Grenoble Alpes Métropole

B.8 → Analyse de deux projets territoriaux de gestion de l'eau

Les projets de territoire de gestion de l'eau sont présentés comme la réponse aux tensions hydriques des territoires. Ils résultent toutefois d'un engagement fort des collectivités et de longues négociations. Quelle conciliation est possible lorsque enjeux et intérêts peuvent être contradictoires. Quelles leçons en tirer ?

E. Martins (Syndicat des eaux du Vivier), Y. Kocher (Eaux de Vienne, SIVEER)

B.9 → Achats d'énergie en mode fractionné

Avec des marchés de l'énergie très volatils, la diminution du risque prix passe désormais par un achat fractionné (ou multi-clics), pour lisser le risque. Comment objectiver la décision d'achat et à partir de quels critères ?

G. Fourcade, SIPPEREC

B.10 → Quelles innovations contractuelles pour répondre aux nouveaux enjeux des collectivités ?

Un "bon" contrat de concession doit permettre de répondre aux objectifs poursuivis par l'autorité organisatrice (par exemples en matière de réduction des consommations d'eau, de protection des ressources en eau, d'aménagement urbain…). Comment assurer la cohérence des dispositions contractuelles et des modes de rémunération avec ces politiques publiques tout en satisfaisant aux principes de transfert de risques au concessionnaire ?

T. Mathieu (délégué Général FP2E), Espelia

B.11 → Cloud et data center

Plus que jamais, la maîtrise des infrastructures traitant les données territoriales s'impose comme une nécessité pour que les collectivités conservent la souveraineté de leurs services publics. Comment s'approprier l'irruption du cloud dans l'architecture technique ?

G. Serandour (Banques des territoires), R. Adda (Val d'Oise numérique), P. Dubost (SICTIAM)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 9H00 - 9H45

B.12 → Projet pilote "analyse fonctionnelle des coûts et des recettes des services publics d'eau et d'assainissement"

À l'heure où les services publics d'eau et d'assainissement sont de plus en plus contraints en termes de recettes (baisses des consommations et des aides, impayés…) et doivent faire face à des investissements croissants (renouvellements, nouvelles normes), l'optimisation économique est un enjeu majeur pour assurer un service de qualité à un tarif acceptable et accepté. Présentation du projet pilote de la FNCCR qui vise à proposer une méthode partagée de comparaison des coûts et recettes des services pour identifier les pistes d'amélioration, fiabiliser les prospectives budgétaires et tarifaires et mieux communiquer auprès des usagers sur le prix de l'eau.

Ramond (CU Angers Loire métropole), S. Godefroy (Citexia)

B.13 → Tri à la source des eaux usées et valorisation agricole

Séparer les effluents urbains à la source, assainissement du futur ou utopie ? Présentation de projets de collecte d'urine dans l'agglomération parisienne en phase avec le changement climatique (économie d'eau, recyclage des nutriments, fertilisation des cultures, réduction des émissions de gaz à effet de serre, préservation des milieux naturels).

F. Esculier (chercheur, LEESU-ENPC), JP. Tabuchi (chargé de mission intégration des mutations, SIAAP)

B.14 → Le numérique au service du contrôle et pilotage des contrats de DSP

La digitalisation des process métiers conduit à la production d'un nombre toujours croissant de données et d'indicateurs. Comment les collectivités peuvent-elles les intégrer dans leurs systèmes d'informations pour en faire de véritables outils de pilotage des services, de suivi des contrats et en assurer la continuité à des fins d'exploitation ultérieure (prospectives, schémas-directeurs…), d'efficacité des procédures, de mise en concurrence et de transparence (open data…) ?

É. Requis (SEDIF), A. Fronzes (CA Pays Basque), C. Lucas-Leblanc (SEDIF)

B.15 → Méthanation et pyrogazéification : quelle place dans le mix énergétique à l'horizon 2030 pour les nouveaux gaz verts ?

La pyrogazéification et la méthanation sont des procédés permettant d'obtenir des gaz de synthèse à partir de

biomasse, de déchets et d'énergies renouvelables. Complémentaires des procédés de méthanisation, ils constituent un véritable levier de développement pour atteindre les objectifs des deux prochaines PPE. De quels moyens et outils disposent les territoires pour accélérer le développement de ces deux technologies ?

A. Masse (délégué stratégie, GRDF), Y. Eurliet (directrice, SEM Yonne), B. Simon (directeur de projet pyrogazéification, GRTGaz)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 10H00 - 10H45

B.16 → Hydrogène, solutions de mobilités terrestres, fluviales et marines

De la mer du Nord à la Méditerranée, les "écosystèmes de l'hydrogène" se développent notamment en mutualisant les usages maritimes, fluviaux et terrestres. Ces écosystèmes découlent de collaborations inédites et sur-mesure entre acteurs privés et publics, dont les syndicats d'énergie.

Morbihan énergies, Conseil départemental de la Manche, Engie

B.17 → Smart grid thermique, le réseau de chaleur 2.0

Le réseau de chaleur ne se contente plus d'être un simple assemblage de tuyaux avec une source de production centralisée. Aujourd'hui, les innovations se multiplient. Avec l'utilisation des outils de modélisation et la gestion intelligente du pilotage pour optimiser ses coûts de fonctionnement et assurer un meilleur tarif à l'abonné, les réseaux de chaleur interagissent à la croisée des innovations numériques et s'insèrent dans une parfaite approche multi-réseaux.

PY. Prufer (directeur, Métropole de Nice), TF. de Préaumont (directeur, IDEX), N. Eyraud (directeur, EPA Saclay)

B.18 → Plateformes Data

Des plateformes data métropolitaines et régionales pour support d'un futur service public territorial de la donnée, quelles gouvernances ? Quels financements ?

H. Rasclard (Ozwillo)

B.19 → ANC difficile : quelle participation financière des riverains pour déployer l'assainissement ?

Après la loi ALUR, la loi ELAN publiée à l'automne dernier vient confirmer l'objectif de densification de l'habitat. Face aux contraintes techniques, comment les usagers peuvent-ils contribuer au financement d'un système d'assainissement semi-collectif à l'échelle d'un lotissement, hameau ou groupement de logements ?

X. Bouele (directeur assainissement, communauté de communes Rhône Crussol), Y. Landot, (avocat, cabinet Landot)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 11H00 - 11H45

B.20 → Réseaux privés du secteur public (IOT, TETRA)

Les collectivités possèdent sans le savoir des infrastructures privées télécoms pour agir dans le domaine public (sécurité, mobilité...), comment faut-il mutualiser (GFU) ces infras avec d'autres utilisateurs publics pour partager les coûts d'investissement et de fonctionnement ?

J. Di Marco (Toulouse métropole), Agurre

B.21 → Redonner de la valeur à l'eau : la coopération décentralisée (France Eau Publique)

Comment et pour quelles raisons les opérateurs de gestion publique peuvent-ils s'investir dans des projets de

coopération décentralisée ? Au-delà d'un accompagnement financier et d'une transmission de savoir-faire technique dans des pays en développement, comment faire de la coopération un outil de sensibilisation des citoyens d'ici à la préservation de ressources en eau ?

O. Jautzy (SEMERAP), JP. Wauquier (Association H2O)

B.22 → GEMAPI et agriculture, quels enjeux assurantiels ?

La réponse à la lutte contre les inondations par des actions de ralentissement des écoulements, des solutions par la nature nécessitent l'usage de parcelles agricoles ou forestières. De nombreuses collectivités engagent ainsi des conventions avec leurs propriétaires/exploitants sans toutefois maîtriser les enjeux juridiques assurantiels qui s'y greffent. Quels sont-ils ?

JL. Jegou (EPTB de la Vilaine), P. Formosa (Groupama Méditerranée)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 12H00 - 12H45

B.23 → Détection de la précarité énergétique dans les territoires : présentation de l'outil de l'ONPE

Afin de mener une politique locale de lutte contre la précarité énergétique efficace, un pré-diagnostic territorial s'avère indispensable. GéoVEHM est l'outil de modélisation et de visualisation de la précarité énergétique de l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE), qui sera relancé en 2019, dans une version accessible, actualisée et adaptée aux attentes des territoires. Avant la présentation de cet outil par l'ADEME, le SIEEEN évoquera les actions conduites par le syndicat, en coordination avec l'ALEC, en ce domaine et les bénéfices attendus de la nouvelle version de l'outil de l'ONPE.

A. Savignon (chargée de mission Energie, SIEEEN, et directrice de l'ALEC de la Nièvre), P. Taillant (ingénieur économiste, ADEME)

B.24 → État des lieux de la formalisation des systèmes d'endiguement et aménagement hydraulique dans le territoire national

L'année 2019 constitue une date butoir essentielle pour les collectivités en charge de la compétence GEMAPI pour régulariser en système ou aménagement les digues et barrages constituant (une partie) de leur patrimoine dans le cadre de l'exercice de cette compétence. Au regard de la base de données de l'État des ouvrages classés, quel est l'état des régularisations effectives de ces ouvrages et quel chemin reste-t-il à parcourir ? Quels ouvrages restent encore au milieu du gué ? Quelles conséquences ?

K. Narcy (MTES DGPR), É. Bastarolli (Communauté d'Agglomération de Nevers), D. Thuriot (Communauté d'Agglomération de Nevers), H. Fallet (Communauté d'Agglomération de Nevers)

B.25 → Climat : quelle viticulture demain ?

Hausse du degré d'alcool, vendanges précoces, changement de typicité, le réchauffement climatique bouleverse l'industrie vitivinicole. Au rythme actuel de montée des températures, certaines régions devront renoncer à produire du vin quand d'autres découvriront cette nouvelle industrie. Comment adapter territoires, vignobles et productions au plus grand changement climatique de l'histoire multimillénaire du vin ?

V. Laramée (journaliste, auteur de "Menace sur le vin, les défis du changement climatique")

B.26 → Smart city - IOT

Les réseaux IOT, supports de la smart city : en être propriétaire ou pas ? La récupération des données des prestataires de la collectivité, approche collaborative ou judiciaire ?

O. Dehaese (Rennes métropole), E. Vivé (Adico)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 14H15 - 15H00

B.27 → Donner du sens aux données

Dans la gestion des services publics locaux en réseaux, la collecte des données personnelles pose question. Courant 2018, Crois-Sens a recueilli pour le compte de GRDF une vingtaine de témoignages des parties prenantes au déploiement du compteur communicant gaz, provenant de collectivités, sociétés de service, gestionnaires d'immeubles ou associations expertes en maîtrise de demande en énergie (MDE). A partir d'un recueil consacré aux données de gaz, il s'agira de mesurer comment les données peuvent devenir porteuses de sens.

Crois-Sens

B.28 → ELD - Qualité du service public et performance économique

Comment les ELD peuvent-elles assurer une qualité de service aux citoyens dans un cadre économique de plus en plus contraint ?

Assemblée nationale, SRD, SICAE Ely

B.29 → Non-conformité en eau potable et données épidémiologiques, une corrélation possible ?

Il est désormais possible de corréler les épidémies de gastroentérites avec des non-conformités microbiologiques de l'eau destinée à la consommation humaine, dans quelle mesure ? Avec quelles conséquences pour les services ?

D. Mouly (ARS Occitanie)

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 15H15 - 16H00

B.30 → Gestion publique : comment intégrer les salariés au cœur du projet de service ? (France Eau Publique)

Passage en gestion publique : comment gérer les transferts de compétences et intégrer les salariés ? Comment appréhender les changements de cultures et créer une identité commune ? Quelle place pour le personnel des régies dans la construction d'une organisation responsabilisante ?

J. Hermal (directeur général, SDEA Alsace-Moselle), L. Allard (directeur général, Eau d'Azur), G. Bedini (secrétaire général du CSE, Eau d'Azur)

B.31 → Transition énergétique : les aides à disposition des élus et de leurs administrés

Crédit d'impôt, EnR... : quel rôle pour les élus ? Selon quelle méthode et quels moyens s'appuyer ?

S. Savel (présidente, Financement participatif France), JP. Bouquet (président, Communauté de communes Vitry, Champagne et DER)
Séance organisée en partenariat avec le SER

B.32 → Créer et développer une SEM mobilités

Connaître *"l'éco-système"* des transports, développer des infrastructures, les compléter pour offrir des solutions de mobilités propres diversifiées (GNV, bioGNV, électricité, hydrogène) pour répondre aux attentes des clients et penser l'aménagement dans une approche d'économie circulaire... : le modèle de la SEM mobilités est-il déclinable en milieux urbains comme ruraux ?

JM. Philippe (SIGEIF)

B.33 → Un projet de smart territoire pour la Côte d'Azur

Comment une collectivité s'engage en faveur de la transition écologique ? Témoignages, outils et critères de performances appliqués pour dynamiser les projets innovants smart grids et de transition énergétique ?

CCI NCA, Conseil Départemental, Mairie de Mouans Sartoux, ADEME PACA

MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 / 16H15 - 17H00

B.34 → Le projet industriel d'Enedis à horizon 2035

Le projet industriel d'Enedis à 2035 décline les ambitions de la PPE, en s'appuyant sur une politique patrimoniale efficiente, sur les apports des Smart Grids et des données, ainsi qu'une coordination renforcée avec les AODE et les collectivités locales. Quelles en sont les grandes orientations pour être au RDV des défis en termes de modernisation, d'intégration de plus de 67 GW d'EnR supplémentaires et de 12 millions de points de charge de véhicules électriques ?

F. Blanquet (directeur Technique Délégué en charge du patrimoine et de la politique industrielle)

B.35 → Siemens : la Transformation Digitale au service de quels objectifs opérationnels ?

Que ce soit pour améliorer la performance ou la fiabilité d'installations existantes, pour faciliter leurs évolutions ou leurs extensions, ou bien pour les concevoir, les technologies digitales sont disponibles, déployables dès aujourd'hui. Mais quelle feuille de route faut-il adopter, en fonction des objectifs, des priorités, et des degrés de maturité diverses des outils numériques. Présentation de voies possibles et de cas d'usages appliqués aux traitements de l'eau et des déchets.

G. Wattiez (Global Account Manager)

JEUDI 3 OCTOBRE 2019 / 9H00 - 9H45

B.36 → Dépolluer les eaux pluviales de manière robuste et simple

Les eaux de pluie se souillent par lessivage ou ruissellement sur les surfaces imperméabilisées. Quels sont les ouvrages de gestion de ces eaux qui permettent de capter efficacement la pollution émise avant leur rejet dans le milieu hydraulique ? Comment préserver l'environnement de manière simple et intégrée dans le paysage urbain ?

MC. Grommaire (directrice de recherche LEESU), E. Thomas (responsable du service ingénierie de l'agence routière, CD77)

B.37 → Nuisances lumineuses

Quelles nouvelles obligations l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses impose-t-il aux collectivités ?

N. Commeau (chef de mission bruit et agents physiques du MTES), P. Icke (directeur du SYMIELEC Var)

JEUDI 3 OCTOBRE 2019 / 10H00 - 10H45

B.38 → Ruralité, agriculture, EnR et collectivités : quelles synergies ?

Exemples de réalisations en communes rurales.

T. Grange (Agritera Groupe)
En partenariat avec le Syndicat des énergies renouvelables

B.39 → Stratégie inclusion numérique

Les services publics doivent être inclusifs vis-à-vis des citoyens dans la mise en œuvre de la e-administration. Cela implique de nombreuses adaptations pour les collectivités locales dans leurs actions, lesquelles ?

E. Vandamme (MEDNUM), G. Elbaze (APTIC), V. Vernoux (Soluris)

B.40 → Soutenir les filières locales agricoles et promouvoir l'agriculture durable pour protéger les AAC

Comment promouvoir localement l'agriculture durable au

travers des filières agricoles ? Exemple d'organisation et d'actions innovantes pour promouvoir des pratiques agricoles adaptées aux conditions pédoclimatiques locales et à la protection des ressources naturelles.
Intervenants : présentation d'un Plan alimentaire territorial : présentation d'actions innovantes de Coopérative agricole pour aider les agriculteurs à la transition agricole.

D. Marie (Coopérative Groupe Provence services), Grenoble Alpes Métropole (sous réserve)

B.41 → Les perspectives de la mobilité ferroviaire à hydrogène

En termes de mobilités propres, l'émergence de trains à hydrogène ouvre de nouvelles perspectives pour les lignes non électrifiées. Déjà opérationnel en Allemagne, ce modèle est attendu en France d'ici quelques années. Il permet de massifier les besoins et de donner de la visibilité à la production d'hydrogène décarboné, tout en se révélant source de complémentarités pour d'autres modes de transport.

Y. Legay (directeur technico-Commercial France, Alstom)

JEUDI 3 OCTOBRE 2019 / 11H00 - 11H45

B.42 → Génie civil du numérique

Des exemples de gestion du génie civil et de la RODP télécom qui pourraient être reproduits dans l'ensemble du territoire national ? Quelle mutualisation publique pour ces services ?

A. Tournier (SYADEN), L. Giraudeau (SYDELA), P. Roman (SMEG)

B.43 → Paiement pour Services Environnementaux : mesure 24 du plan Biodiversité

Présentation de la construction et des réflexions autour de la mesure 24 du plan Biodiversité, ainsi que des modalités de déploiement prévues dans le cas de l'accord de la Commission Européenne.

Direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de la Transition écologique et solidaire, Commissariat général au développement durable du ministère de la Transition écologique et solidaire

B.44 → Les opérateurs publics locaux au service de l'efficacité énergétique dans les territoires

Le patrimoine communal représente 280 millions de m² avec une consommation moyenne de 250 kWh/m²/an. Les objectifs de rénovation du parc au niveau BBC en 2050 nous obligent à massifier les actions. Les sociétés publiques locales jouent un rôle essentiel dans la mutualisation des compétences et des outils financiers pour la rénovation du patrimoine des collectivités. Quelles sont les conditions favorables à l'essor de ces structures ?

O. Godin (responsable MDE-EnR, SDEA - Aube), MJ. Makareinis (directrice générale, Territoire d'énergie Loire)

B.45 → Les "contrats de progrès" proposés par les assises de l'eau : retours d'expérience des DOM

Pour faire face aux besoins d'investissements massifs de services d'eau et d'assainissement en difficulté, les Assises de l'eau ont proposé des "contrats de progrès" entre ces collectivités et les agences de l'eau et le cas échéant la Banque des territoires (groupe CDC) à l'instar de ce qui est déjà mis en œuvre dans les DOM depuis 2017-2018. Quels premiers retours d'expérience utiles pour les collectivités métropolitaines ?

D. Laban (Office de l'eau de la Guadeloupe), Y. Pacquit (ODYSSI)

V

VISITES TECHNIQUES & TOURISTIQUES

V1 → Nouvelle station d'épuration de Cagnes-sur-Mer

Réalisé grâce à un marché de Conception-Réalisation-Exploitation-Maintenance (CREM), ce nouvel équipement se caractérise par sa consommation énergétique optimisée et ses outils de production (panneaux photovoltaïques…). En outre, la qualité des eaux traitées sera supérieure aux normes de rejet, grâce à plusieurs procédés innovants (bio-filtres nouvelle génération, séchage des boues à basse température…). Sas à camions, isolation acoustique… : le chantier est également exemplaire.

V2 → Poste de contrôle centralisé du réseau urbain

24h/24h, ce poste de contrôle assure une surveillance permanente, permet de veiller à la régulation des services de bus et de tram et au respect des procédures d'exploitation. Il assure également la sécurité des voyageurs et du personnel de conduite en coordination avec les équipes de sécurité, de secours et de santé de la métropole et de l'État.

V3 → Showroom de Nice smart valley

Nice smart valley est une expérimentation de réseau électrique intelligent (smart grid), au service de la ville intelligente (smart city), combinant optimisation locale du système électrique (énergies renouvelable, bornes de recharge…) avec des énergéticiens, gestionnaires de réseau, industriels - et la métropole. Grâce aux dernières technologies de réalité virtuelle et augmentée, le visiteur du showroom peut s'immerger dans le fonctionnement d'un démonstrateur, découvrir les dernières technologies et visualiser les plateformes de données au cœur de la smart city.

V4 → Réseau géothermique et smart grid Nice Méridia

Situé dans le quartier Nice Méridia, les visites du chantier de la centrale thermique, des puits géothermiques, et des chantiers de pose de réseau thermique "quatre" tubes permettront de comprendre le réseau géothermique de Nice Méridia et de disposer des clés de compréhension du projet de pilotage énergétique thermique et smartgrid inclus dans le projet.

→ Show-room de l'IMREDD

Pôle d'innovation, de formation, de recherche et de haute technologie, l'Institut méditerranéen du risque, de l'environnement et du développement durable propose huit formations à la ville durable, de la licence au master.

Son "smart city innovation center" est une plateforme collaborative unique en France, où tous les acteurs mettent en commun leurs données au service de l'innovation : show-room de 300 m², hyperviseur urbain (entrepôt de données numériques alimenté par les réseaux de capteurs de la Métropole), smartlab…

V5 → Recyclerie du quartier des Moulins

Porté par une ambitieuse opération de rénovation urbaine, le quartier des Moulins se dote d'une infrastructure innovante de revalorisation des encombrants (meubles, électroménager, vaisselle, jouets, livres, vêtements) en adéquation avec le principe d'urbanisation responsable, d'écocitoyenneté, d'économie sociale et solidaire. Ce site pilote combine collecte et tri des objets encombrants, recyclerie avec atelier de réparation et espace de vente, outils de pédagogie et médiation autour du développement durable. La gestion du site a été confiée à l'association Galice dans le cadre d'un marché réservé aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.

VISITES TOURISTIQUES

TROIS ESCAPADES D'UNE DEMI-JOURNÉE

Visite pédestre du Vieux Nice

A la fois élégante et populaire, rieuse et animée, Nice vous étonnera par son atmosphère, ses coutumes, son dynamisme et sa passion pour les arts et la culture. Circuit pédestre à travers les ruelles de la vieille ville qui vous fera découvrir ses curiosités, son incontournable marché aux fleurs, son histoire et ses églises baroques.

Nice avec Chagall & Matisse

Au cœur des jardins de Cimiez, le musée est dédié à l'art d'Henri Matisse (1869-1954). La collection offre un panorama varié depuis les premières peintures, de 1890 jusqu'aux papiers gouachés de la fin de la vie de Matisse. Le musée national Marc Chagall, abrite notamment la série de dix-sept toiles illustrant le message biblique, grandes toiles dépeignant des scènes et des thèmes de l'Ancien Testament.

Découverte de Saint-Paul de Vence

Dressé sur un éperon rocheux, entouré par des remparts, Saint-Paul de Vence est l'un des plus beaux villages de Provence. La beauté du site, la qualité de la vie et la luminosité ont inspiré de nombreux artistes célèbres. La Fondation Maeght abrite des collections de peintures, de sculptures, de dessins et d'autres œuvres graphiques du XXe siècle.

DEUX VISITES D'UNE JOURNÉE

Biot et Saint-Paul de Vence

Accompagné de votre guide, vous partirez à la découverte des ruelles ombragées, voûtes pittoresques, calades fleuries et bâtisses de pierres qui dessinent le caractère authentique de Biot avant de découvrir le *"verre bullé"* de la verrerie de Biot.

St-Paul de Vence : dressé sur un éperon rocheux, entouré par des remparts, St-Paul de Vence est l'un des plus beaux villages de Provence. La beauté du site, la qualité de la vie et la luminosité ont inspiré de nombreux artistes célèbres. La Fondation Maeght abrite des collections de peintures, de sculptures, de dessins et d'autres œuvres graphiques du XXe siècle.

Eze & Villa Ephrussi de Rothschild

Superbe village en nid d'aigle, surplombant la presqu'île de Saint-Jean-Cap-Ferrat, Eze offre une architecture médiévale remarquablement conservée. Vous y découvrirez des ruelles bordées de maisons voûtées où de nombreuses échoppes d'artistes et d'artisans qui confèrent au village une atmosphère particulière d'authenticité et de traditions. Située entre Nice et Monaco, sur la prestigieuse presqu'île de Saint-Jean-Cap-Ferrat, la Villa Ephrussi de Rothschild est un joyau de la Belle époque. Elle est entourée de neuf jardins thématiques de plus de 2 hectares.

→ Inscriptions en ligne
https://fnccr.groupcorner.com/fr

Les inscriptions comprennent l'accès aux conférences, à l'exposition et aux déjeuners.

Pour toute précision, merci de contacter la FNCCR au 01 40 62 16 40 ou congres2019@fnccr.asso.fr

	ADHÉRENTS FNCCR	ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, ASSOCIATIONS	ENTREPRISES
3 jours	350 € TTC	400 € TTC	1000 € TTC
2 jours	300 € TTC	325 € TTC	800 € TTC
1 journée	200 € TTC	250 € TTC	500 € TTC

→ Venir au 37e congrès de la FNCCR
Nice Acropolis

Par train

Depuis la gare SNCF, prendre le tramway à l'arrêt Thiers direction Pasteur - descendre à : Acropolis.

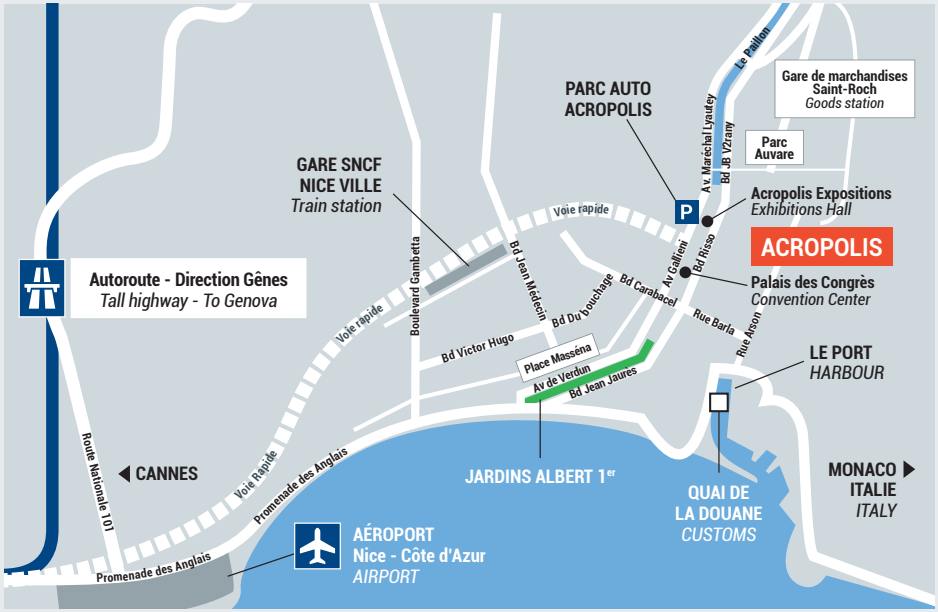
Par l'autoroute A8 La Provençale

Prendre la Sortie 50 puis Nice Centre, la Promenade des Anglais et suivre les indications : Acropolis

Par avion - Aéroport international Nice Côte-d'Azur

- De l'aéroport : tramway ligne T2 (arrêt Jean Médecin) puis tramway ligne T1, direction Hôpital Pasteur, station Acropolis
- Bus n° 98 jusqu'à l'arrêt Cathédrale Vieille-Ville, puis le tramway direction Pasteur - arrêt : Acropolis.

→ Plan d'accès : Nice Acropolis



08/2019

20 boulevard de
Latour-Maubourg
75007 Paris
Tél : 01 40 62 16 40
fnccr@fnccr.asso.fr

www.fnccr.asso.fr
www.territoire-energie.com
www.territoire-numerique.org
www.france-eaupublique.fr

Suivez-nous sur twitter :
@fnccr
@TerrEner_fnccr
@chaleur_fnccr
@twitteau
@Eau_publique
@dechets_fnccr
@TerrNum_fnccr
@aarhse

FNCCR
SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES E-COMMUNICATIONS